



INFLUENCE PERDUE

16 avril 2026

SOS diplomatie française à la dérive : après le camouflet libanais, qui saura sauver l'influence de la France post Macron ?


L'exclusion de la France du premier dialogue direct Israël-Liban depuis 1993 révèle l'effondrement de son influence au Proche-Orient. Beyrouth comme Jérusalem considèrent désormais que la diplomatie française a trop longtemps ménagé le Hezbollah pour être un acteur crédible. Cette mise à l'écart interroge la capacité de la France, à l'approche de 2027, à redevenir un interlocuteur stratégique dans la région.

 Emmanuel Ruimy ↗ et Michel Fayad ↗

12 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 18:28min

Atlantico : Comment expliquer que Paris ait été écartée d'un processus diplomatique qu'elle considérait comme son domaine d'influence privilégié ?

Emmanuel Ruimy : Pour mesurer la chute, il faut rappeler la hauteur. Depuis le mandat de 1920, le Liban était un marqueur central de l'influence française au Levant. Co-parraine du cessez-le-feu de novembre 2024, pilier de la FINUL, Paris se pensait puissance tutélaire du dossier. Le 14 avril, premier dialogue direct israélo-libanais depuis 1993, à Washington, sans elle. Quatre siècles d'influence effacés en une poignée de main.

Le Quai d'Orsay revendique « parler à tous ». Mais au Liban, cela revient à

Aa 100% Aa



qui tient le pays en otage. On n'aide pas un otage en dialoguant aussi avec son geôlier.

À lire aussi

Élections en Hongrie : derrière la rupture avec le système Orbán, une continuité politique bien plus grande qu'il n'y paraît

Yves Bertoncini, Bruno Alomar et Cyrille Amoursky

Reste l'essentiel. Si Israéliens et Libanais se parlent, ce n'est pas le fruit d'une médiation française : c'est parce que le Hezbollah a été militairement brisé et l'Iran affaibli. Le coût de la rupture est devenu inférieur à celui du statu quo. Rien, ici, ne doit à Paris.

Paradoxalement, c'est en ignorant les appels français à la « désescalade » qu'Israël a créé les conditions d'une issue. Beaucoup de Libanais commencent à le comprendre : le statu quo que Paris défend est précisément ce qui entretient la guerre. La doctrine de l'équilibre, présentée comme prudence, fabrique de l'impasse.

Michel Fayad : La France n'a pas été écartée par accident. Elle s'est marginalisée elle-même, méthodiquement, en sacrifiant sa crédibilité au Proche-Orient sur l'autel de ses intérêts commerciaux avec les pétromonarchies arabes du Golfe.

À lire aussi

La déflagration allemande qui ébranle l'Europe : BASF ouvre un méga complexe de production chimique en Chine

Don Diego De La Vega

Paris se pensait comme un acteur naturel au Liban - mandat historique, liens culturels, francophonie, co-médiation du cessez-le-feu de 2024. Mais cet héritage, elle ne l'a jamais transformé en influence réelle. Pire : elle a trahi les acteurs libanais qui comptaient sur elle.

Je ne parle pas en observateur extérieur. Mon père a pris les armes à quinze ans pour défendre le Liban contre la Syrie et les organisations

100%

France, puissance mandataire historique, lève le petit doigt. Washington avait donné son feu vert tacite pour acheter la participation de Damas à la coalition anti-irakienne. Et Paris ? Seuls les contrats avec l'Arabie Saoudite intéressaient Mitterrand.

C'est là que tout commence. La France a accepté, depuis des décennies, d'ajuster ses discours, ses silences et parfois sa justice pour préserver des contrats d'armement qui représentent 43 % du chiffre d'affaires de son complexe militaro-industriel. Ce positionnement d'équilibre permanent a fini par être perçu comme une absence de ligne.

À lire aussi

Et si l'Iran s'était jeté tête baissée dans le piège stratégique du détroit d'Ormuz ?

Jean-Pierre Favennec et Antony Dabila

Lors de la séquence de 2026, cette ambiguïté est apparue au grand jour. Le Hezbollah entre en guerre le 2 mars en soutien à l'Iran. La France maintient sa posture habituelle : appels à la désescalade « des deux côtés », condamnation des frappes israéliennes, refus d'exiger le désarmement du Hezbollah. Dans une région structurée par les rapports de force, cette position a été lue comme de l'impuissance. Israël a qualifié la France d'« inutile ». Et ils n'ont pas tort.

Le résultat : Jérusalem la considère comme partielle, et une partie des Libanais pro-souveraineté la juge complaisante. Ce n'est pas une exclusion ponctuelle. C'est une relégation construite dans la durée.

Quelles erreurs ou ambiguïtés de la politique française vis-à-vis du Hezbollah ont conduit à cette perte de confiance ?

Emmanuel Ruimy : La France maintient depuis vingt ans la fiction d'une distinction entre branche politique et militaire du Hezbollah. Le Royaume-Uni y a renoncé en 2019, l'Allemagne en 2020, et le Hezbollah lui-même ne l'a jamais reconnue. Cette subtilité ne convainc plus et produit un effet clair : elle normalise l'idée qu'un État peut coexister avec une milice armée au cœur de son pouvoir, et que sa souveraineté se négocie. Difficile, dans ces conditions, de prétendre défendre l'État libanais tout en dialoguant avec ce

100%

À lire aussi

Indonésie : le reste du monde regarde Ormuz, Trump tourne son attention vers le Détroit de Malacca

- Damien -

Le plus stupéfiant reste la demande française d'inclure le Liban dans le cessez-le-feu Washington-Téhéran. Beyrouth cherchait au contraire un accord spécifique, pour ne pas être traité comme un simple dossier iranien. En l'arrimant au cadre voulu par Téhéran, Paris a fait exactement l'inverse de ce qu'exige une politique libanaise crédible : détacher le pays de l'orbite iranienne. Elle accrédite ainsi, de fait, la thèse que le Liban relève de cette sphère.

Conséquence : Paris n'apparaît plus comme un allié pleinement fiable. Ni pour Israël, qui voit une convergence ponctuelle avec Téhéran, ni pour Riyad ou Abou Dhabi, engagés contre l'influence iranienne, ni même pour une partie de l'État libanais, soutenu en discours mais affaibli en pratique.

Michel Fayad : L'erreur fondamentale est une erreur de diagnostic. La France a traité le Hezbollah comme un acteur politique libanais avec lequel on pouvait dialoguer, alors qu'il s'agit d'un corps militaire de la République islamique d'Iran posté sur le territoire libanais.

À lire aussi

Arabie saoudite : l'habile réponse de MBS à l'affront de Donald Trump

Michel Fayad

Le Hezbollah est intégré au Velayet-e faqih, le système de gouvernance théocratique iranien. Ses combattants sont des soldats de la République islamique sur un front avancé. Quand Nasrallah a été tué en septembre 2024, son successeur Naïm Qassem a maintenu le cap sans hésitation : le Hezbollah est entré en guerre le 2 mars pour l'Iran, pas pour le Liban. Les décisions du Guide suprême en matière de guerre et de paix sont contraignantes pour l'ensemble de ses proxy.

100%

Paris le reconnaît d'ailleurs via son ambassadeur à l'ONU, mais cette reconnaissance ne se traduit jamais en actes. La France a persisté dans une symétrie rhétorique absurde, mettant sur le même **plan** des logiques radicalement différentes.

Les erreurs concrètes s'enchaînent : un soutien à l'armée libanaise sans conditionnalité - on renforce les forces armées d'un pays sans exiger le désarmement de la milice qui lui est supérieure. Des initiatives perçues comme freinant Israël. Et une tradition de dialogue avec tous les acteurs qui devient naïve face à des organisations dont la logique dépasse le cadre national libanais.

À lire aussi

Ces deux courses contre la montre qui détermineront l'issue du bras de fer américano-iranien sur le détroit d'Ormuz

Jean-Pierre Favennec et Pierre-Marie Meunier

L'ambiguïté la plus grave remonte à 2005. Après le retrait syrien, des leaders chrétiens libanais ont rejoint sans conditions l'alliance quadripartite regroupée autour du Hezbollah, bénéficiant même du Taklif Charii - cette consigne de vote religieuse par laquelle le secrétaire général du Hezbollah, en tant que représentant du Guide suprême au Liban, ordonnait aux fidèles de voter pour ses alliés. La déclaration ministérielle qui a suivi a qualifié le Hezbollah de « résistance » et non de « milice », paralysant l'application de la résolution 1559 de l'ONU. La France a observé tout cela sans broncher.

On ne peut pas prétendre défendre la souveraineté libanaise tout en acceptant qu'une milice inféodée à Téhéran soit légalement protégée par le gouvernement même que l'on finance. La France vend des armes aux pétromonarchies qui financent l'islamisme chez elle, et ménage le Hezbollah pour préserver ce qu'elle perçoit comme ses intérêts au Liban. C'est un peu comme si un pompier vendait des allumettes à un pyromane.

Quels leviers restent à la France pour reconstruire une crédibilité diplomatique au Proche-Orient après 2027 ?

Emmanuel Ruimy : La France conserve des atouts réels : présence militaire (FINUL, base d'Abou Dhabi, coopérations avec l'Égypte et la Jordanie), siège

100%

au Caire, à Doha, aux Émirats), dissuasion nucléaire, réseaux diasporiques, francophonie du Maghreb au Levant. Aucune autre puissance européenne ne cumule cet ensemble.

C'est précisément ce qui rend l'effacement actuel si parlant. Quand un pays ainsi doté est absent des séquences clés, Israël-Liban, Washington-Téhéran, après-Gaza, arbitrages saoudo-iraniens, le déficit n'est pas capacitaire. Il est doctrinal.

Le Quai d'Orsay n'a pas pris la mesure du basculement régional. La carte du Proche-Orient s'est redessinée en quinze ans : un Iran exsangue, un Hezbollah brisé, un Hamas démantelé, un régime Assad effondré, des accords d'Abraham qui ont reconfiguré l'architecture régionale, un axe sunnite pragmatique qui s'aligne discrètement avec Israël contre Téhéran. La diplomatie française continue de raisonner avec la grille des années 2000, celle d'un Moyen-Orient bipolaire entre Occident et « monde arabe » homogène, où la France pourrait jouer la médiation par sa proximité culturelle. Cette grille est morte. Les Saoudiens parlent désormais directement à Tel-Aviv, les Émiratis investissent en Israël, les Marocains coopèrent militairement avec Tsahal.

Michel Fayad : La France conserve des atouts réels qu'il ne faut pas sous-estimer : des liens historiques profonds avec le Liban, une capacité à mobiliser l'Union européenne et les donateurs internationaux, une expertise reconnue en reconstruction et en diplomatie multilatérale, une diaspora libanaise francophone attachée à ce lien civilisationnel. Mais ces leviers sont devenus des coquilles vides faute de cohérence stratégique.

Et il y a une urgence immédiate. La France doit organiser la conférence internationale de soutien à l'armée libanaise qui était prévue. C'est vital. Car le Liban est aujourd'hui menacé par deux mâchoires : d'un côté, si l'armée libanaise ne désarme pas le Hezbollah, Israël pourrait envahir et occuper l'ensemble du territoire libanais pour mettre la main sur les stocks d'armes du Hezbollah dans le Hermel au nord de la Békaa à l'est du pays. De l'autre, la Syrie islamiste d'Ahmad el-Charaa, dit Joulani - un ancien de Daesh dont l'organisation Hayat Tahrir al-Cham a causé plus de 15 000 morts parmi les minorités religieuses depuis la chute d'Assad - entend reconquérir le Liban, qu'elle occupait jusqu'en 2005, en se servant de l'élimination du Hezbollah comme prétexte pour obtenir l'aval américain et israélien. Hier baasiste, aujourd'hui islamiste, la Syrie joue le rôle de proxy de l'Arabie Saoudite pour

crime. Seule une armée libanaise renforcée, soutenue par la communauté internationale, peut empêcher ces deux scénarios. C'est la responsabilité directe de la France de porter cette conférence.

Quelle est l'influence d'Emmanuel Macron aujourd'hui sur la scène internationale, et plus précisément dans ce conflit ? Est-ce un échec du Président, ou du Quai d'Orsay ?

Emmanuel Ruimy : Les deux. L'échec est d'abord présidentiel, parce qu'en France la diplomatie est, depuis 1958, le domaine réservé du chef de l'État. Macron a personnellement choisi de pousser pour l'inclusion du Liban dans le cessez-le-feu iranien.

Mais le Quai d'Orsay porte sa part, et elle est ancienne. La diplomatie française traîne depuis quarante ans une déformation arabophile qui confond proximité culturelle et lucidité stratégique, un anti-américanisme résiduel qui empêche l'alignement quand il faudrait s'aligner, et une fascination pour l'« équilibre » comme valeur en soi, indépendamment de ses effets. Macron a aggravé un mal qu'il n'a pas créé. Mais il n'a rien réformé. C'est le bilan.

Michel Fayad : C'est un échec collectif, avec une responsabilité partagée - mais il faut être lucide : ce n'est pas un accident de parcours, c'est le symptôme d'un déclin structurel de l'influence française au Proche-Orient.

Au Proche-Orient, la France est marginalisée. Les leviers y sont plus limités qu'en Europe : puissance militaire moindre, dépendance commerciale envers les pétromonarchies, et une posture perçue comme morale plus que pragmatique.

Du côté de la Présidence : le choix d'une ligne d'équidistance et de condamnations publiques des frappes israéliennes a irrité Jérusalem sans modifier le cours des événements. L'intention de certaines initiatives - comme le plan de reconnaissance Israël-Liban - était louable. L'exécution, impuissante.

Du côté du Quai d'Orsay : la tradition de dialogue avec tous les acteurs, longtemps un atout, atteint ses limites face à des organisations dont la doctrine politique est le Velayet-e faqih - une autorité divine qui prime sur toute négociation. On ne négocie pas avec le Hezbollah comme avec un parti

La France a sacrifié sa crédibilité régionale pour préserver ses contrats d'armement. Le résultat : quand il faut peser dans une négociation qui compte, personne ne l'invite à la table.

Macron a, dans certaines situations, réussi à tenir la barre, notamment dans le dossier ukrainien avec Trump. Où la France a-t-elle encore du poids ?

Michel Fayad : La France a du poids là où elle a su rester cohérente entre ses paroles et ses actes.

En Europe d'abord - défense, énergie, Ukraine. Macron a fait preuve d'une constance remarquable, maintenant un dialogue avec Trump tout en défendant une ligne européenne autonome. Dans la francophonie et ce qui reste de l'influence française en Afrique, malgré les reculs considérables, elle conserve un réseau institutionnel sans équivalent. Sur les questions climatiques et multilatérales, elle garde une voix. En matière de reconstruction post-conflit, elle dispose d'une expertise reconnue.

Mais le contraste avec le Moyen-Orient est saisissant. En Europe, la France défend ses intérêts avec clarté. Au Levant, elle ne sait plus ce qu'elle défend. Elle n'est plus la protectrice des chrétiens d'Orient - cette promesse de Saint Louis que de Gaulle avait encore incarnée -, ni l'amie fiable d'Israël, ni le partenaire privilégié d'un Liban souverain. Elle est devenue un acteur flottant, prisonnier de ses contradictions commerciales.

La France a du poids quand elle sait ce qu'elle est et ce qu'elle veut. Au Proche-Orient, elle ne le sait plus. Les acteurs régionaux l'ont compris avant elle.

Emmanuel Ruimy : Sur l'Ukraine, Macron a joué un rôle réel, après deux ans d'errements, en se durcissant face à Trump et en incarnant une voix européenne. La France conserve un poids évident, même si sa puissance s'est largement érodée.

Trois actifs demeurent : la dissuasion nucléaire, cœur du poids stratégique européen ; le siège permanent au Conseil de sécurité ; l'industrie de défense, redevenue décisive depuis l'Ukraine. Mais il faut aussi nommer les effondrements : le Levant, le Maghreb, où Alger et Rabat nous traitent avec la condescendance réservée aux ex-puissances tutélaires et surtout le Sahel

100%

Plus profondément, la France et l'Europe se pensent encore comme des puissances qu'elles ne sont plus. Le décrochage économique face aux **États-Unis** et à la Chine est structurel, la démographie l'accentue, et une dérive idéologique fait le reste : la force et la coercition sont perçues comme des archaïsmes, alors qu'elles restent centrales ailleurs. Téhéran, Moscou, Pékin et Ankara raisonnent en rapports de force ; l'Europe en valeurs. À force de désarmer moralement la puissance, on finit par se désarmer tout court.

Quels candidats à la présidentielle ont un intérêt stratégique à réinvestir ce dossier et avec quelles marges de manœuvre réelles ? Qui incarne une ligne influente sur la scène internationale ?

Emmanuel Ruimy : Disons-le d'emblée : il y a des nuances, mais très peu de candidats y investissent du temps. Le clivage décisif n'est pas droite-gauche, il est doctrinal : ceux qui accepteront de bousculer la culture du Quai d'Orsay, et ceux qui s'en accommoderont. La doctrine de l'équilibre traverse tous les camps depuis 1967. C'est une orthodoxie administrative, comme il en existe à Bercy. L'enjeu de 2027 n'est donc pas un programme, c'est une volonté : qui imposera un changement de cap à un appareil structurellement attaché à cette tradition ?

À droite, Retailleau a la carte des chrétiens d'Orient, héritage gaullo-chiraquien réactivable sur le Liban maronite. Lisnard aime le discours de puissance et a été lucide sur le dossier. Philippe restera sur la ligne, par tempérament d'appareil. Le centre-gauche aussi, par confort doctrinal. LFI s'auto-disqualifie, par alignement de fait sur Téhéran et le Hamas. Le RN est le cas le plus intéressant : rhétorique pro-israélienne pour rassurer, fond isolationniste qui exclut tout investissement diplomatique.

La seule rupture qui compterait : un président qui ose désobéir au Quai. Aucun, pour l'instant, ne s'y prépare.

Michel Fayad : Le Proche-Orient va devenir un **test** de crédibilité pour 2027. Le candidat le plus crédible sera celui qui saura articuler trois choses : une lecture réaliste des rapports de force, une ligne claire sur la souveraineté et la sécurité, et une capacité à travailler en coalition.

La droite classique a déçu sur ce dossier. Il faut le dire franchement. Chirac a été pro-Hariri, c'est-à-dire pro-Saoudien au Liban, et Sarkozy l'a été tout

100%

saoudien qui a fait naturaliser 500 000 Palestiniens, Syriens et Kurdes, modifiant l'équilibre démographique du Liban au profit du sunnisme politique. LR porte cette histoire. Des figures comme Édouard Philippe ou Valérie Pécresse pourraient tenter un repositionnement atlantiste et ferme sur les proxy iraniens, mais il faudra voir si elles sont prêtes à rompre avec cette tradition de complaisance envers Riyad et Doha.

Le Rassemblement National, avec Jordan Bardella, porte un discours souverainiste et sécuritaire qui a le mérite de nommer clairement la menace islamiste, sans les précautions rhétoriques qui paralysent le débat depuis des années. Sur le fond, c'est la ligne la plus cohérente avec ce que la France devrait défendre : la souveraineté des États, le refus du communautarisme, la fermeté face aux réseaux islamistes sur le territoire national. La question de sa crédibilité internationale reste posée - on ne peut pas peser au Levant en étant isolé à Bruxelles -, mais les positions du RN sur ces sujets méritent d'être prises au sérieux dans le débat de 2027.

À gauche, la tradition tiers-mondiste et pro-palestinienne risque de creuser davantage la perte de confiance israélienne. Ce serait une aggravation, pas une solution. Le centre macronien offrirait une continuité, mais usée.

Il faut être lucide : la France ne retrouvera pas une influence autonome au Proche-Orient. Son rôle dépendra de sa capacité à s'inscrire dans des dynamiques collectives.

Mais le véritable enjeu dépasse le seul Liban. Le prochain président devra comprendre que la chute du régime iranien, si elle advient, ne résoudra rien - elle déplacera le centre de gravité de la menace islamiste vers le monde sunnite. La Turquie d'Erdoğan, les pétromonarchies, le Pakistan nucléaire, les réseaux des Frères Musulmans et du Tabligh, les avatars de Daesh et d'Al-Qaïda - tout cela est déjà en embuscade. Et la Syrie islamiste de Joulani, qui a déjà causé plus de 15 000 morts parmi les minorités depuis la chute d'Assad, entend utiliser le vide laissé par le Hezbollah pour reconquérir le Liban. Le responsable politique qui saura anticiper ces recompositions, plutôt que les subir, disposera d'un avantage stratégique décisif. Celui qui continuera à penser que le problème s'arrête à Téhéran sera dépassé par les événements avant même d'entrer à l'Élysée.

MOTS-CLES

Emmanuel Macron , Proche-Orient , Liban , Israël , France , influence , diplomatie ,

100%

THEMATIQUES

Géopolitique

A PROPOS DES AUTEURS



Emmanuel Ruimy

Emmanuel Ruimy est professionnel des relations institutionnelles et analyste de la vie publique.

SUIVRE



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

SUIVRE

POPULAIRES

24 Heures

7 Jours

PLUS LUS

PLUS PARTAGES

- 1 Les actifs iraniens placés à l'étranger sont considérables, mais sont très difficiles à récupérer par l'Occident et peut-être par les Iraniens eux-mêmes**
- 2 Gros coup de mou chez Duralex**
- 3 Pourquoi le Soleil a quitté le centre de la galaxie : l'étude qui éclaire notre origine stellaire**
- 4 Changer de logiciel fiscal**

100%